



LA LIBERTÉ, PAS LA PEUR



La surveillance-mania se propage à grands pas. Les gouvernements et les entreprises enregistrent, surveillent et contrôlent nos faits et gestes de manière toujours plus systématique. Peu importe ce que nous faisons, à qui nous téléphonons, où nous allons, qui sont nos amis, quels sont nos intérêts ou les groupes auxquels nous participons, le «Big brother» des gouvernements et les «Little brothers» des entreprises savent tout cela de plus en plus précisément.

Cependant, la traque électronique et la surveillance croissantes de la toute la population

- ➡ ne nous protègent pas du crime;
- ➡ nous coûtent des millions d'euros ;
- ➡ mettent en péril la vie privée de citoyens innocents.

Sous le règne de la peur et de l'action aveugle et irréfléchie, les mesures de sécurité ciblées et durables sont négligées, de même que les réels problèmes quotidiens tels le chômage et la pauvreté.

Les hommes qui se sentent épiés et surveillés en permanence ne peuvent plus défendre librement et courageusement leurs droits ni lutter pour une société plus juste. La surveillance, la méfiance et la peur transforment progressivement notre société en une masse de consommateurs dépourvus de sens critique, qui n'auraient « rien à cacher » et qui – dans une vaine tentative d'atteindre la sécurité totale – sont prêts à abandonner leurs libertés. Nous ne voulons pas vivre dans une telle société!

Nos revendications:

- ➡ Diminution de la surveillance
- ➡ Évaluation des pouvoirs de surveillance existants
- ➡ Moratoire concernant de nouveaux pouvoirs de surveillance
- ➡ Garantir la liberté d'expression, de communication et d'information via Internet.

Ce que vous pouvez faire:

- ➡ Sensibilisez vos amis et collègues
- ➡ Contactez vos représentants élus
- ➡ Rejoignez des associations de défense des libertés civiles

En savoir plus

www.freedomnotfear.org



Rien à cacher



Brisons les idées reçues **sur la surveillance**

«Je n'ai rien à cacher»

Pourquoi un honnête citoyen aurait-il quoi que ce soit à cacher ? Tout simplement parce qu'il y a des choses qui ne sont pas l'affaire du gouvernement. Chaque personne a droit au respect de sa vie privée et intime, qui est inscrit dans le droit constitutionnel et dans la Convention européenne des Droits de l'Homme. Si vous n'avez rien à cacher, pourquoi fermez-vous la porte des toilettes derrière vous ? Pourquoi ne montrez-vous pas vos relevés de compte bancaire ou vos factures de téléphone à tout le monde ou ne leur racontez-vous pas tous les détails de votre vie ? Ceux qui croient vraiment n'avoir « rien à cacher » sont libres de vivre dans un conteneur « Big Brother » s'ils le souhaitent – mais ils ne doivent pas accuser les autres de vouloir garder leurs secrets pour eux. De même, il n'y a tout simplement pas besoin de mettre sous surveillance des gens qui n'ont fait aucun tort.

«Mais j'ai peur du terrorisme, il est du devoir du gouvernement de me protéger»

Un État fort et démocratique prend, en vertu de l'État de droit, des mesures promptes contre le crime mais ne traite pas aveuglément tout le monde comme un suspect. Des enquêtes ciblées sur des individus et des groupes suspects sont des mesures adaptées et efficaces, mais pas la surveillance arbitraire de personnes totalement innocentes et inoffensives. Un État craintif, réagissant de manière exagérée, qui considère chaque citoyen comme une menace et qui tente avec détermination de tout savoir et de tout contrôler n'est pas un État fort. Un État fort est un État qui défend les droits de ses citoyens et mène des enquêtes ciblées sur base d'indices concrets. Aucun gouvernement ne peut empêcher tous les crimes et, s'il essaie, il cesse d'être un gouvernement démocratique fondé sur l'État de droit. Ceux qui demandent une protection à tout prix devraient aussi exiger l'arrêt du trafic routier car il coûte des milliers de vies humaines chaque année. En vérité, nous vivons des vies relativement sûres. Le risque de devenir victime d'un crime grave ou même du terrorisme est marginal – tout particulièrement en comparaison avec d'autres risques de la vie tels que les maladies, les accidents de voiture, la pauvreté ou le chômage.

«Si vous n'avez rien à cacher, vous n'avez rien à craindre»

Même si vous êtes innocent, vous devez de plus en plus vous attendre à des mesures de police intrusives. Une simple suspicion (même fautive) ou l'inscription de votre nom dans une « liste de surveillance » peuvent entraîner des conséquences extrêmes telles que des mises en examen, des perquisitions ou des interrogatoires de personnes que vous connaissez. Ces mesures peuvent conduire à des préjugés sociaux – que penseriez-vous si deux policiers se tenaient devant la porte de votre voisin, posant « quelques questions au sujet de M. Dupont d'à côté » ? Des refus d'entrée ou de sortie du pays en raison de confusion de noms ou même des homicides involontaires par les forces de l'ordre se produisent encore et toujours. Personne ne peut espérer rester à l'abri des conséquences d'une surveillance excessive.